

Michel-Edouard Leclerc, on l'a vu dans son histoire, le mouvement E. Leclerc a souvent fait route avec le syndicalisme agricole ?

Nos relations n'ont jamais été simples, mais c'est le syndicalisme agricole qui a changé. Dans les années 1960 à 1980, les leaders paysans s'étaient fixés comme objectif la modernisation de l'agriculture. Sous l'influence de la démocratie chrétienne et de la jeunesse agricole catholique, il s'agissait d'insérer les ruraux dans une société en voie d'industrialisation. Le discours était moderniste, organisationnel, porteur de valeurs de solidarité. Il interpellait aussi les urbains sur les contreparties nécessaires à cette normalisation. Le syndicalisme agricole a été une force de propositions. Il a rajeuni le mouvement coopératif. Il a su organiser les marchés. Il a été l'allié du législateur pour généraliser les normes sanitaires. En parallèle, ses actions ont anobli la fonction agricole, lui ont assigné une mission alimentaire, et une vocation exportatrice. Il en est sorti, aux yeux des Français, un modèle : celui de l'entrepreneur agricole.

Cet héritage n'a pourtant pas été bradé. Qu'est-ce qui vous conduit à être aussi rude aujourd'hui dans votre jugement ?

Depuis 1990, on constate une incapacité des leaders syndicaux à rester en prise avec l'évolution de la demande sociale. Regardez, par exemple, la question de l'environnement. Au lieu d'être pro-actif, d'anticiper les exigences légitimes des consommateurs, le mouvement paysan s'est raidi. Il s'est cantonné dans une défense statutaire ! Les organisations de consommateurs ont été décriées parce qu'elles osaient dire que l'eau était polluée par les nitrates. Brice Lalonde fut vilipendé et caricaturé pour avoir osé exprimer le principe pollueur = payeur. On se rappellera le mépris des leaders ruraux pour Dominique Voynet dont le bureau fut saccagé.

Il faut peut-être aussi comprendre qu'on demande beaucoup aux agriculteurs !

Vous avez raison. Il y a un malaise paysan, fait de frustration et d'incompréhension. Les agriculteurs ont besoin d'une identité et d'une reconnaissance de leur rôle social. Tous les français ont la nostalgie d'un monde rural idéalisé, alors que leurs exigences en matière de prix, de qualité et de profusion, supposent, y compris dans le secteur de l'agriculture biologique, une forte industrialisation des modes de production. Nombre d'agriculteurs se voient déjà dans le rôle de ces petits commerçants, si choyés dans l'imaginaire de nos concitoyens et dans les sondages, mais cocufiés dès qu'il s'agit de faire ses courses.

Mais il y a plus grave. Il y a un drame social en perspective. La refonte de la politique agricole commune va avoir un effet tellurique. Toute l'agriculture est prise en tenailles. Les subventions (qui représentent jusqu'à 50 % du revenu des éleveurs) vont progressivement être réduites sans que ces derniers n'imaginent pouvoir augmenter les prix en compensation. L'élargissement de l'Europe, l'arrivée sur le marché des produits à bas prix en provenance des Pays de l'Est, et la libéralisation des marchés internationaux vont produire une onde de choc dévastatrice. Il n'est que de constater déjà la crise de la volaille, avec l'afflux d'importations du Brésil.

Si je suis très critique à l'égard du syndicalisme paysan aujourd'hui, c'est que j'ai franchement l'impression qu'il se fourvoie, et qu'il entretient trop d'illusions. Il aura fallu attendre l'été 2003, pour que ministres et syndicalistes confirment l'irrévocabilité de la réforme de la PAC, alors qu'elle était déjà largement entérinée dans les documents de la Commission Européenne depuis 1989. Quatre ans de perdus ! Quatre ans d'immobilité ! Et pendant ce temps, les

discours et les attitudes évoluent vers des formes purement protestataires comme le furent celles qui ont accompagné la disparition du petit commerce.

Vous trouvez que décidément, l'histoire se répète ?

Ce qui m'impressionne aussi, c'est le décalage entre l'extraordinaire foisonnement d'initiatives actuellement en cours dans le monde agricole, et l'incapacité du syndicalisme national à les valoriser.

Partout en France, sur le terrain, je vois des agriculteurs, des individualités fortes ou des groupements, réfléchir à de nouveaux modes de commercialisation. A partir de mon activité professionnelle, je peux témoigner qu'en Bretagne et dans le Sud-Ouest, les agriculteurs sont en train de repenser toute l'organisation des exploitations. Ils investissent dans le retraitement des lisiers, s'adaptent aux nouvelles certifications, et recherchent l'élévation des seuils de qualité.

Comment expliquez-vous ce décalage ?

Je ne vois qu'une explication. L'écart de performance s'est creusé entre les agriculteurs eux-mêmes. Pour élargir les bases de son offre syndicale, et ne pas laisser filer son prolétariat vers les « Coordination Rurale » ou les « Confédération Paysanne », la FNSEA s'est repliée sur une stratégie défensive et corporatiste, focalisant ses interventions sur la question du revenu. Au sein du monde agricole, le thème est fédérateur. Aux yeux du public, il fait apparaître des contradictions : peut-on se réclamer de la libre entreprise et passer son temps à demander des subventions ! Et surtout, il masque l'absence d'engagement du monde rural, par exemple sur la protection de l'environnement ou sur la gestion des crises sanitaires.

Vous est-il arrivé d'en parler avec les présidents successifs de la FNSEA. Comment réagissent-ils à votre analyse ?

L'expérience n'a pas été décevante. J'ai de quoi écrire plusieurs sketches ! Jugez-en vous-même.

Avec François Guillaume d'abord, c'était en 1982. Edith Cresson, Ministre de l'Agriculture voulait la peau du leader syndical. Franchement, je ne voyais pas ce que nous aurions eu à gagner avec le Modef, un syndicat qui était complètement aux ordres du Parti Communiste. Nous avons signé avec la FNSEA un accord offrant une garantie de prix pour les producteurs de lait français. Las ! Un mois plus tard, je découvrais que la coopérative Saint-Hubert, présidée par le même François Guillaume, était l'instigatrice des flux d'importation de lait allemand dont le bas prix perturbait justement le marché. Je peux vous dire qu'à cette époque, vu mon implication, j'ai perdu beaucoup de crédit auprès de nos acheteurs.

Fin 1990, j'ai cru pouvoir approcher Luc Guyau. Il était un homme de l'Ouest, on devait pouvoir s'entendre. Quel naïf j'étais ! A sa demande, je fus le premier des patrons de grandes surfaces appelé à signer un accord sur la promotion des fruits et légumes. J'étais passionné par le sujet. J'avais vraiment envie de sortir des disputes corporatistes. Et j'avais sollicité toute une équipe de cadres pour participer à des groupes de travail avec les producteurs.

Quelle ne fut pas ma déception d'entendre Luc Guyau, sitôt l'accord signé, marteler à la presse : « La lutte a été payante. C'est parce que nous nous sommes mobilisés dans leurs magasins et que nous les y avons obligés, que les grandes enseignes se sont pliées à nos exigences. Nous allons retourner sur leurs parkings pour en vérifier l'application ! ». Plus

goujat, tu meurs ! Essayez donc, après de tels discours, de motiver vos cadres quand le requérant n'est même pas capable de valoriser l'apport du partenaire !

Il me semblait que le courant passait mieux avec Jean-Michel Lemétayer ?

L'homme est plus fin. Il pouvait nous sortir de la politique des « gros bras ». Et je n'ai pas hésité, dès sa nomination, à venir le rejoindre dans les ateliers qu'il avait organisés au siège de la FNSEA. Pendant tout l'été 2002, nos équipes sont venues « plancher » sur les problèmes de toutes les filières, depuis la viande de bœuf jusqu'à la pomme à cidre. Mais voilà, c'est bien connu. Tenter de résoudre les problèmes est une action plus difficile que de les dénoncer. Sans nous prévenir, et sans aucune raison apparente, Jean-Michel Lemétayer a senti qu'il était nécessaire de renouer avec la vieille pratique du coup de force. Même Renaud Dutreil a fait les frais d'une harangue publique très agressive. Et la FNSEA a bloqué tous les dépôts d'approvisionnement des hypermarchés.

Heureusement, les producteurs, en province, commencent à se rendre compte des limites de ce genre d'action. Il y aura toujours des excités. Mais la plupart s'aperçoivent qu'en s'attaquant à leurs propres clients, ils scient la branche sur laquelle ils sont assis.

Revenons sur le contenu des polémiques. Les agriculteurs s'insurgent contre la pression des grandes centrales d'achats sur les cours. En gros, on vous accuse de ne pas payer le produit !

Qui achète sur les marchés agricoles ? L'achat direct par la distribution ne représente pas 40 % du marché. Ce sont les industriels qui sont les plus gros opérateurs. Les agriculteurs accusent-ils les industriels ? Non, ou si peu ! C'est louche !

Ils vous accusent aussi de prendre des marges trop élevées, et de faire de confortables profits sur les produits frais !

La distribution française a les marges les plus faibles du monde. Le profit net d'un Leclerc, d'un Système U ou d'un Intermarché n'excède pas 3 à 4 % du chiffre d'affaires avant impôt. Pourquoi font-ils une fixation sur nous ? Pourquoi s'accommodent-ils des 11 à 12 % de résultat engrangé par un Danone ou un Nestlé ! Cherchez l'erreur !

Vous voulez dire qu'il y aurait une collusion d'intérêts entre le mouvement paysan et les industriels de l'agroalimentaire ?

C'est une évidence. Il y a des tensions entre eux, mais ils reconstituent une unité de façade pour dénoncer la distribution. D'ailleurs, nous ne faisons pas partie de ce qu'ils appellent « l'interprofession ». Nous sommes exclus des débats concernant « la filière », sauf quand il y a crise.

Que répondez-vous quand on accuse la distribution de capter l'essentiel des gains de productivité réalisés par l'agriculture depuis les années 60 ?

L'agriculture elle-même crée de moins en moins de valeur ajoutée. Il suffit de regarder la comptabilité nationale. Les services en créent aujourd'hui plus que l'industrie, l'agriculture et le secteur pêche réunis.

Prenez le cas de la viande : ce sont les distributeurs (ils ont leurs abattoirs !) qui la conditionnent, la découpent, la présentent dans une barquette, en organisent la promotion. Il va y avoir cinquante pour cent de déchets. Il y aura des versements de salaires, des paiements de charges sociales, des coûts de transport, de stockage, de conditionnement, d'achat de glace... A la fin de ce processus, la valeur initiale de la bête ne représente plus que quinze à vingt pour cent du produit fini. Qu'on arrête donc de faire semblant de s'offusquer quand le prix de vente d'un produit a été multiplié par deux ou par trois par rapport au prix d'achat.

Je comprends votre raisonnement en ce qui concerne la valeur ajoutée et la transformation du produit. Mais les commerçants n'en ont-ils pas quand même profité pour augmenter leurs profits ?

Je peux garantir, chiffres à l'appui, que l'augmentation de la valeur ajoutée dans un centre E. Leclerc, sur dix ans, n'est que la conséquence d'une transformation accrue du produit. Les profits nets des magasins n'ont pas augmenté depuis.

En gros, vous dites aux producteurs : cette évolution est normale, arrêtez de parler de partage de la valeur ajoutée et continuez simplement à produire !

Pas du tout, c'est le contraire. J'ai une position beaucoup plus offensive. Il faut aider l'agriculture à passer le cap. Les agriculteurs doivent se réapproprier une part de la valeur ajoutée. C'est ce que font, dans le secteur du maïs, du blé ou la production laitière, de puissantes coopératives qui tentent de maîtriser tout le processus de transformation.

La question reste entière : pourquoi, même dans ce cadre, les paysans ne disposent-ils pas de revenus plus substantiels ? C'est le fonctionnement interne des coopératives et de ces groupements qui pose problème. J'entends bien cet agriculteur : « Nos cadres et nos salariés arrivent bien à vivre sur le dos des paysans réduits à épandre le fumier ! » Sans tomber dans cette vision paupériste, je pose la question : pourquoi l'agriculteur coopérateur de Yoplaît ne touche-t-il pas le revenu de l'actionnaire de Nestlé ? A cette question, ce n'est pas le distributeur qui peut apporter la réponse. Les agriculteurs ont d'abord des comptes à demander à leurs propres dirigeants.

Quelles sont, selon vous, les bonnes solutions : généraliser la production biologique ou les techniques d'agriculture raisonnée ?

On confond tout. Il ne faut pas jeter la modernité avec la critique du productivisme ! Ce sont les excès qu'il faut critiquer. Il y a partout en France des agriculteurs qui ont investi dans des outils de production, d'élevage ou de transformation qui sont exceptionnels. Il ne faudrait pas revenir en arrière, sous prétexte que, pendant les vacances, les Français aiment jouer à « Martine à la ferme ».

La question n'est pas d'arbitrer entre le camp des anciens et des modernes. Les consommateurs doivent pouvoir choisir entre un produit bio, un produit labellisé ou un produit industriel de bonne qualité.

Mais à quel prix ?

A chaque fois qu'un groupement de producteurs a investi dans un label, dans une marque, dans une communication qui sort le produit de la banalité, le consommateur accepte de payer plus cher.

Tout le monde ne peut pas s'offrir les fameuses pommes de terre de l'Île de Ré à prix d'or. Mais pour peu que l'étiquette et la publicité renvoient à un cahier des charges dûment respecté, valorisant des conditions d'élevage, l'alimentation des bêtes, le choix des races et les règles de sécurité sanitaire, la rémunération peut aller du simple au triple ! L'acheteur de grande surface, comme le consommateur, est prêt à mettre plus d'argent pour acheter un produit qui aura plus de goût et qui respectera l'environnement !

Ce n'est pas si simple. L'agriculteur n'a pas forcément le savoir-faire, le temps ou l'argent nécessaire pour investir dans des études marketing, le dépôt de brevets de conditionnement ou de marques.

C'est une question d'organisation et de volonté. En France, des groupements de producteurs ont lancé des marques, comme Poulet de Loué, Fermier des Landes, Prince de Bretagne. Ils se sont regroupés sous des labels. L'Institut national des appellations d'origine, grâce au travail de son infatigable président, René Renou, tire l'image vers le haut. Mais nous n'en sommes qu'au début ! Le chantier est immense. Seulement 20 % de la viande commercialisée en France est certifiée ou labellisée. Spontanément, pas un Français n'est capable de citer plus de cinq marques agricoles, Et encore je suis généreux !

Vous citez souvent, en exemple, la viticulture française.

Oui, le travail accompli ces vingt dernières années dans ce secteur est remarquable. Le travail accompli ces vingt dernières années est remarquable. Dans les années soixante et soixante-dix, le revenu de beaucoup de viticulteurs dépendait « du cours du vin ». L'obsession, c'était les vins d'importation, notamment d'Afrique du Nord. Plusieurs supermarchés (dont le centre E. Leclerc de Carcassonne) avaient été endommagés, les chais portuaires de Jean-Baptiste Doumeng, l'ancien milliardaire rouge, mis à mal.

Depuis, la profession s'est prise en mains. Elle a arraché les mauvaises vignes, réduit les rendements, travaillé sur la segmentation de l'offre. On ne vend pratiquement plus de vin dans des bouteilles consignées « 3 étoiles ». Les consommateurs achètent des vins de terroir, de pays, de château. Les grands crus cohabitent avec les petits domaines sur les rayons des grandes surfaces, dans les foires aux vins ou chez les cavistes !

A ce jour, c'est le producteur qui façonne le « discours du vin ». Il est le propriétaire de la marque. Il a su retenir pour lui la valeur ajoutée ! C'est le modèle à suivre.

Quel pourrait être le type de partenariat proposé par les distributeurs à leurs collègues de l'agriculture ?

Nous devons pouvoir mettre en scène la variété de l'offre agricole et les nouveaux signes de qualité, comme nous le faisons pour les foires aux vins. Segmenter l'offre, faire apparaître les différences qualitatives et gustatives par des étiquettes, des publicités, « mettre en avant » les marques des producteurs et orienter la consommation vers ces produits à valeur ajoutée, voilà les nouveaux termes du partenariat que nous pouvons offrir aux producteurs. Carrefour investit à fond sur sa « filière qualité ». Leclerc et Auchan ont signé plus de 300 accords de ce type. Et profitant de leur implantation locale, les centres E. Leclerc ont multiplié, ces dix dernières années, des partenariats avec les éleveurs de vaches limousines, les producteurs de raisin de Chasselas, les éleveurs de porc fermier, etc... Mais pour que cela fonctionne, il faut sortir d'une logique d'affrontement dans laquelle nous a engagé le syndicalisme agricole.

Dans le monde agricole, vous n'êtes donc pas parvenu à trouver des interlocuteurs nationaux ? C'est un paradoxe, vous semblez plus proche de l'analyse de José Bové que de Luc Guyau et Jean-Michel Lemétayer, tous deux pourtant hommes de l'Ouest.

José Bové a parfaitement compris la nécessité d'adapter le discours de l'agriculture aux nouvelles exigences de la société : qualité de vie, aménagement harmonieux du territoire, priorité à la santé... Il conteste un système qui, à coups de subventions, fait chuter les prix mondiaux au détriment tant du paysan du Larzac que de celui d'Ethiopie. Il renoue avec l'espérance des « paysans travailleurs » de Bernard Lambert, dans les années 70 et colle avec la sensibilité écologiste.

Je trouve José Bové intéressant parce qu'il n'a pas une vision corporatiste. Il réfléchit à l'avenir de l'agriculture, mais pense à partir de l'agriculture. De fait, il attire sans cesse l'attention sur l'interdépendance des problèmes. L'utilisation des anabolisants, des antibiotiques, des hormones de toutes sortes est liée à la course au rendement. La surenchère productiviste nourrit une guerre commerciale, que chaque état subventionne, au détriment de l'équilibre écologique de la planète, et de l'intérêt matériel des populations du sud.

José Bové séduit la société urbaine, mais il laisse perplexe les agriculteurs eux-mêmes. D'abord parce qu'il n'arrive pas à transformer ses idées en plan d'action. Et puis, à force de dénigrer les seules instances internationales existantes, son mouvement finit par se réfugier dans une posture purement contestataire. Les excès de violence (arrachage des plants expérimentaux d'OGM, destruction d'un McDo) le discréditent quand il faut rejoindre la table des « reconstruc-teurs ». C'est dommage. Mais qui sait, il ne faut pas désespérer des vieux militants...